

L'EMPLOI INTÉRIMAIRE AU DEUXIÈME TRIMESTRE 2004

Une légère reprise

Avec 562 000 équivalents-emplois à temps plein au deuxième trimestre 2004, l'intérim crée 5 000 postes, et compense ainsi la baisse du trimestre dernier (-4 000 postes). Cette amélioration est imputable aux secteurs de l'industrie et du tertiaire qui recourent davantage à l'intérim qu'au cours du premier trimestre (+0,4 % et +0,6 %). Dans la construction, le volume d'intérim continue d'augmenter, mais moins vite qu'au premier trimestre (+2,2 % contre +3,7 %). Tous secteurs confondus, les missions d'intérim durent en moyenne deux semaines.

Tableau 1
562 000 équivalents-emplois à temps plein au deuxième trimestre 2004

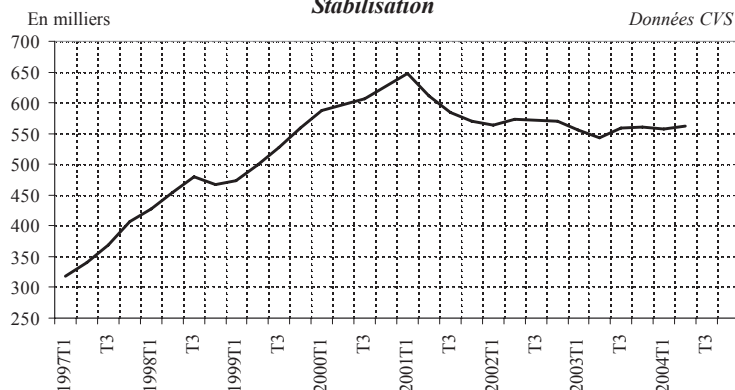
Données CVS

	Évolution trimestrielle (en %)					Niveau (en milliers)	Évolution annuelle (en %)
	2003			2004			
	T2	T3	T4	T1	T2	2004 T2	T2-2004/ T2-2003
Equivalents-emplois à temps plein	-2,5	3,1	0,2	-0,6	0,8	562,0	3,6
Contrats conclus	0,0	0,8	1,3	-1,0	2,4	3 667,1	3,5
Intérimaires en fin de trimestre (1)	-1,2	0,6	4,6	-3,4	0,9	566,5	2,6

(1) - Estimations Insee-Dares.

Source : Dares, exploitation des fichiers Unédic des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

Graphique 1
Volume du travail temporaire en équivalents-emplois à temps plein
Stabilisation



Source : Dares, exploitation des fichiers Unédic des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

Au deuxième trimestre 2004, l'intérim crée 5 000 équivalents-emplois à temps plein, soit +0,8 %, après en avoir supprimé 4 000 (-0,6 %) au cours du trimestre précédent. Cette légère amélioration du volume de l'intérim sur le trimestre s'accompagne d'une forte hausse du nombre de contrats conclus sur le trimestre (cf. Pour comprendre ces résultats). Ces derniers progressent de 90 000 (+2,4 %), soit la plus forte hausse depuis deux ans. Le nombre d'intérimaires en fin de trimestre augmente de 0,9 %, pour atteindre 567 000. Sur un an, le volume du travail temporaire progresse de 3,6 % (tableau 1).

Dans la construction, le recours à l'intérim progresse, mais moins vite qu'au trimestre précédent (+2,2 % contre +3,7 %). Cette tendance est encore plus marquée dans l'emploi salarié où la construction marque une pause (+0,4 %) après avoir progressé de 5,1 % au premier trimestre [1].

L'industrie, qui concentre près de la moitié du volume de travail temporaire, enregistre une hausse du travail intérimaire (+0,4 %) pour la première fois depuis six mois. Seul le secteur des « industries agroalimentaires » embauche moins d'intérimaires (-1 000). L'emploi intérimaire dans l'automobile progresse pour la première fois depuis dix huit mois (+0,6 %), et se stabilise autour de 31 000 équivalents-emplois à temps plein. L'automobile demeure le secteur ayant le plus recours à l'intérim : dix salariés sur cent y sont intérimaires contre trois pour l'ensemble des secteurs. Dans les « industries des biens de consommation » et les « industries des biens intermédiaires », l'intérim reste stable ce trimestre (+0,1 % et +0,3 %). La plus forte hausse (+2,4 %) provient du secteur des « industries des biens d'équipements », notamment grâce au

Tableau 2
Volume du travail intérimaire en équivalents-emplois à temps plein
par secteur d'activité utilisateur

Données CVS

Secteur d'activité en nomenclature NAF	Évolution trimestrielle (en %)					Niveau (en milliers)	Évolution annuelle (en %)
	2003			2004			
	T2	T3	T4	T1	T2	2004 T2	T2-2004/ T2-2003
Agriculture, sylviculture, pêche	-1,1	1,2	0,9	3,0	1,2	3,7	6,5
Industries agricoles et alimentaires ..	-2,1	1,2	-1,4	-3,1	-1,9	39,0	-5,2
Ind. des biens de consommation	-3,1	1,5	-2,2	-1,2	0,1	31,9	-1,8
Habillement, cuir	-4,6	-3,4	-4,9	1,2	2,9	1,9	-4,3
Édition, imprimerie, reproduction	-3,1	0,9	-0,9	5,1	3,6	5,6	8,8
Pharmacie, parfumerie, entretien	-2,1	2,0	-1,3	-2,0	-2,9	10,9	-4,3
Industrie des équipements du foyer ..	-3,5	2,0	-3,0	-3,1	0,8	13,6	-3,3
Industrie automobile.....	-3,8	-0	-3,4	-8,8	0,6	31,6	-11,4
Industries des biens d'équipement ...	-4,4	2,0	1,1	1,5	2,4	49,6	7,1
Construction navale, aéronautique et ferroviaire	-6,5	-7,3	4,4	0,0	2,4	6,9	-0,8
Équipement mécanique	-6,8	2,1	-0,1	1,3	3,4	30,9	6,9
Équipements électriques et électron..	4,5	7,8	2,1	2,8	-0,2	11,8	13,0
Industries des biens intermédiaires..	-3,9	1,9	1,4	0,1	0,3	109,1	3,7
Industrie des produits minéraux	-0,5	4,6	5,0	-2,2	1,2	11,6	8,8
Industrie textile.....	-6,4	0,7	-4,5	-1,6	-1,4	3,9	-6,7
Industrie du bois et papier.....	-6,4	3,5	0,8	-0,1	-3,9	11,8	0,2
Chimie, caoutchouc, plastiques.....	-3,5	0,8	1,9	0,2	-1,4	31,4	1,5
Métallurgie et transf. des métaux.....	-4,5	1,5	-1,2	-0,8	1,2	33,9	0,7
Industrie des composants électriques et électroniques.....	-2,6	2,2	5,7	4,1	5,3	16,5	18,4
Énergie.....	-2,6	8,0	-0,2	-4,6	1,2	5,7	4,2
Prod. de combustibles et carburants..	-3,4	4,8	0,8	-5,4	-10,1	0,9	-10,2
Eau, gaz, électricité	-2,4	8,8	-0,4	-4,4	3,7	4,8	7,4
Construction	0,8	2,5	3,3	3,7	2,2	110,8	12,2
Commerce	-4,2	6,1	-1,6	-2,5	0,8	51,6	2,6
Commerce et réparation automobile ..	-5,3	14,2	-7,4	2,6	0,4	4,2	8,9
Commerce de gros.....	-4,6	4,9	-3,3	-0,6	-1,6	28,6	-0,7
Commerce de détail, réparations.....	-3,2	6,3	2,7	-6,5	4,6	18,8	6,7
Transports	-0,9	9,0	-5,2	0,6	-0,4	40,7	3,6
Activités financières	1,6	11,6	-8,8	-9,8	2,0	6,5	-6,3
Activités immobilières.....	5,2	2,2	4,5	-4,8	1,0	2,6	2,7
Services aux entreprises	-3,3	3,8	2,5	-0,4	-0,2	57,7	5,7
Postes et télécommunications.....	0,0	-4,0	8,9	-2,3	0,8	4,5	3,1
Conseil et assistance.....	-6,1	7,3	7,7	-1,5	-1,2	24,5	12,5
Services opérationnels	-1,4	2,4	-2,8	0,9	0,3	27,2	0,7
Recherche et développement.....	-5,8	-1,4	0,8	0,0	3,5	1,5	2,9
Services aux particuliers.....	-2,8	6,8	0,0	-1,9	3,6	9,5	8,5
Hôtels et restaurants	-3,6	8,5	-1,7	0,4	5,8	7,1	13,3
Activités récréatives, culturelles et sportives.....	0,3	-1,9	3,6	-9,7	0,1	1,4	-8,2
Services personnels et domestiques ..	-2,2	9,5	5,9	-4,8	-5,5	1,0	4,2
Éducation, santé, action sociale	0,7	-0,5	5,4	-6,8	4,5	9,6	2,2
Éducation	-4,5	-13,6	15,4	2,4	6,2	2,6	8,5
Santé et action sociale.....	2,6	4,0	2,6	-9,7	3,9	7,0	0,1
Administration.....	-9,1	1,0	0,6	-1,4	2,8	2,5	3,0
Administration publique.....	-11,3	3,4	0,2	-0,2	-1,7	1,0	1,6
Act. associatives et extra-territoriales	-7,5	-0,6	0,9	-2,3	6,0	1,5	3,9
Agriculture	-1,1	1,2	0,9	3,0	1,2	3,7	6,5
Industrie	-3,6	1,6	-0,2	-1,5	0,4	266,9	0,3
Construction	0,8	2,5	3,3	3,7	2,2	110,8	12,2
Tertiaire	-2,7	5,8	-0,9	-1,6	0,6	180,7	3,7
Ensemble des secteurs.....	-2,5	3,1	0,2	-0,6	0,8	562,0	3,6

Source : Dares, exploitation des fichiers Unédic des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

sous-secteur de « l'équipement mécanique » (+3,4 %).

Le tertiaire crée 1 000 postes d'intérimaires ce trimestre (+0,6 %) après en avoir supprimé 3 000 au trimestre précédent (-1,6 %). À lui seul, le sous-secteur du « commerce de détails et réparation » crée 800 postes (+4,6 %). L'intérim progresse dans tous les secteurs, sauf dans les « transports » et les « services aux entreprises » (respectivement -0,4 % et -0,2 %). Dans le secteur de « l'éducation santé et action sociale » l'intérim continue de fluctuer : +4,5 %, après -6,8 % le trimestre dernier. Dans le tertiaire, les missions étant de plus courtes durées [2], le volume de l'emploi intérimaire y est plus variable d'un trimestre à l'autre. Ceci répond souvent à des surplus momentanés d'activité non liés à des activités saisonnières ou à des remplacements de salariés absents.

Nicolas de Riccardis
(Dares).

Bibliographie

[1] Fabre E. (2004), « Évolution de l'emploi salarié au deuxième trimestre 2004 : une légère amélioration de l'emploi », *Premières Informations*, Dares, n° 39.3, septembre.

[2] Fréchou H. (2004), « La baisse de l'intérim se prolonge en 2003 », *Premières Informations*, Dares, n° 22.2, mai.

[3] Insee (2002), « Enquête sur l'emploi, Résultats détaillés », *Insee Résultats*, Société n° 3, mars.

Tableau 3
Le travail intérimaire par secteur d'activité utilisateur au 2^{ème} trimestre 2004

Données CVS

Secteur d'activité en nomenclature NAF	Contrats conclus		Intérimaires en fin de trimestre		Taux de recours	
	Niveau (en milliers)	Évol. trim. (en %)	Niveau (en milliers)	Évol. trim. (en %)	Niveau (en %)	Évol. trim. (en points)
Agriculture, sylviculture, pêche.....	27,8	0,3	3,9	5,8	1,2	0,1
Industries agricoles et alimentaires	388,4	-0,6	38,5	-3,6	6,3	-0,2
Industries des biens de consommation	196,8	1,2	31,8	-1,5	4,7	0,0
Habillement, cuir	9,6	-0,3	1,9	-8,2	1,8	-0,1
Édition, imprimerie, reproduction	58,0	3,2	5,4	-2,4	2,7	0,0
Pharmacie, parfumerie, entretien	64,5	1,0	10,5	-4,1	6,5	-0,3
Industrie des équipements du foyer.....	64,7	-0,2	14,1	1,9	6,8	0,2
Industrie automobile	99,4	11,3	33,0	5,3	10,2	0,4
Industries des biens d'équipement.....	186,9	5,4	51,5	4,9	6,2	0,3
Construction navale, aéronautique et ferroviaire	15,4	6,8	7,1	3,1	4,9	0,2
Équipement mécanique	130,2	5,3	32,1	6,5	7,0	0,4
Équipements électriques et électronique..	41,3	4,9	12,3	2,0	5,3	0,1
Industries des biens intermédiaires	591,3	1,9	111,6	1,5	7,5	0,2
Industrie des produits minéraux	76,9	6,6	11,6	0,8	6,7	0,1
Industrie textile.....	20,5	-2,6	4,2	0,0	4,3	0,1
Industrie du bois et papier.....	78,9	-2,8	11,8	-5,6	6,4	-0,3
Chimie, caoutchouc, plastiques.....	176,7	1,5	32,4	2,5	8,7	0,2
Métallurgie et transformation des métaux	172,7	2,2	35,0	2,2	7,6	0,2
Industrie des composants électriques et électroniques.....	65,7	4,8	16,6	4,5	8,1	0,4
Énergie	13,9	2,9	5,7	4,2	2,3	0,1
Production de combustibles et carburants	2,8	-4,5	0,9	-6,3	2,8	-0,1
Eau, gaz, électricité	11,0	5,0	4,8	6,4	2,3	0,1
Construction	502,8	2,1	114,5	3,0	8,2	0,2
Commerce	451,6	6,2	51,3	-0,5	1,7	0,0
Commerce et réparation automobile	21,7	5,3	4,1	-2,4	0,9	0,0
Commerce de gros.....	191,0	-0,3	28,4	-1,8	2,8	0,0
Commerce de détail, réparations.....	238,8	12,2	18,8	1,9	1,2	0,0
Transports.....	389,0	0,5	40,5	-0,7	3,6	0,0
Activités financières.....	21,4	4,9	6,6	-0,4	0,9	0,0
Activités immobilières	14,8	1,5	2,6	0,3	1,0	0,0
Services aux entreprises	445,2	-0,5	55,4	-3,2	1,7	-0,1
Postes et télécommunications.....	19,9	-3,3	4,4	-4,2	0,8	0,0
Conseil et assistance.....	124,5	-3,4	24,2	-4,1	1,9	-0,1
Services opérationnels.....	296,7	1,0	25,3	-2,7	1,9	-0,1
Recherche et développement.....	4,2	0,4	1,5	5,4	1,0	0,0
Services aux particuliers	167,0	4,2	8,9	0,6	0,5	0,0
Hôtels et restaurants	127,9	4,8	6,7	0,5	0,8	0,0
Act. récréatives, culturelles et sportives...	29,1	3,6	1,3	8,8	0,4	0,0
Services personnels et domestiques	9,9	-1,9	1,0	-8,1	0,1	0,0
Éducation, santé, action sociale.....	154,4	5,4	8,4	-1,9	0,6	0,0
Éducation	21,4	1,8	2,6	-3,8	1,0	-0,1
Santé et action sociale	132,9	6,0	5,8	-0,9	0,5	0,0
Administration	16,5	9,0	2,3	-4,5	0,5	0,0
Administration publique.....	5,7	20,3	0,9	-8,5	0,4	0,0
Act. associatives et extra-territoriales	10,7	3,8	1,4	-1,9	0,5	0,0
Agriculture	27,8	0,3	3,9	5,8	1,2	0,1
Industrie.....	1 476,7	2,2	272,1	1,5	6,5	0,1
Construction	502,8	2,1	114,5	3,0	8,2	0,2
Tertiaire	1 659,9	2,7	176,0	-1,5	1,5	0,0
Ensemble des secteurs	3 667,1	2,4	566,5	0,9	3,2	0,0

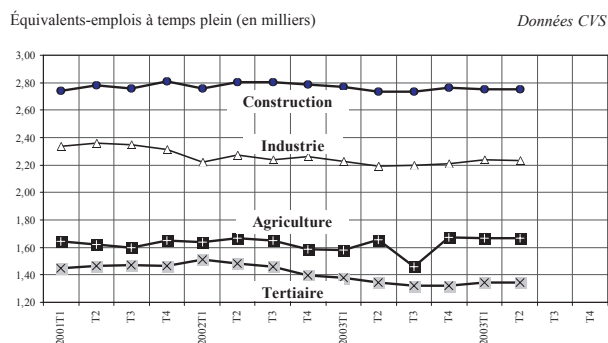
Source : Dares, exploitation des fichiers Unédic des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

LA DURÉE DES MISSIONS D'INTÉRIM RESTE STABLE

Au deuxième trimestre 2004, la durée moyenne d'une mission d'intérim achevée dans le trimestre est de deux semaines ; elle est constante depuis 1995. Toutefois, il existe de fortes disparités intersectorielles. En effet, les missions sont plus longues dans les secteurs de la « construction » et de « l'industrie » que dans les autres secteurs (graphique A). En particulier, le secteur de « l'automobile » continue de faire fortement appel à l'intérim, avec un taux de recours de l'ordre de 10 %, et propose des missions deux fois plus longues que la moyenne (4 semaines contre 2 semaines). Sur un an, la durée moyenne des missions dans l'industrie automobile progresse de 3 %.

Dans « l'énergie », secteur riche en emplois qualifiés [3], les missions d'intérim sont encore plus longues (5 semaines). À l'opposé, les missions dans les secteurs des « services aux particuliers » ne durent, en moyenne, que trois jours et demi.

Graphique A
Des missions plus longues dans la construction



Source : Dares, exploitation des fichiers Unédic des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

Tableau A
Des missions d'intérim plus longues dans les secteurs
de l'énergie, de l'automobile et des activités financières

Données CVS

En semaines	Évolution trimestrielle (en %)					Niveau (en milliers)	Évolution annuelle (en %)
	2003			2004			
	T2	T3	T4	T1	T2	2004 T2	T2-2004/ T2-2003
Agriculture	4,9	-11,7	14,5	-0,2	-0,3	1,7	0,5
Industrie	-1,7	0,3	0,5	1,3	-0,4	2,2	1,9
Ind. agricoles et alimentaires.....	-3,7	1,3	-1,8	1,1	-1,2	1,2	-0,7
Ind. des biens de consommation.....	-3,4	0,6	0,8	0,5	0,7	2,0	2,6
Ind. automobile....	3,1	6,2	0,1	6,7	-9,2	4,0	3,0
Ind. des biens d'équipement	-2,0	-0,4	0,4	0,7	-1,0	3,3	-0,3
Ind. des biens intermédiaires	-2,2	-0,6	1,8	1,9	-0,4	2,3	2,8
Énergie.....	1,1	-2,0	9,7	-0,5	-3,1	5,0	3,6
Construction	-1,3	0,0	1,0	-0,3	0,1	2,8	-0,1
Tertiaire	-2,5	-1,7	0,1	1,8	-0,2	1,3	-0,1
Commerce.....	-3,4	-1,8	-2,5	9,3	-1,7	1,4	-0,2
Transports	-3,8	0,9	-1,7	0,8	-0,7	1,3	-0,1
Act. financières....	1,6	-0,7	-1,1	-0,8	0,2	3,8	0,1
Act. immobilières	-3,3	4,2	-4,3	3,0	-0,6	2,2	-0,1
Serv. aux entrepr. .	-2,3	-4,2	3,2	0,1	1,7	1,6	0,0
Serv. aux particul.	-1,4	-1,3	-0,6	-2,1	-1,5	0,7	0,0
Éducation	-2,8	0,5	-4,9	1,5	0,6	0,8	-0,1
Administration	-1,4	2,2	-4,1	0,6	-1,2	1,9	-0,2
Ensemble.....	-1,8	-0,8	0,6	1,1	-0,2	1,9	0,5

Lecture : au deuxième trimestre 2004, la durée moyenne d'une mission d'intérim est de 1,9 semaines. Entre le premier et le deuxième trimestre 2004, la durée moyenne des missions d'intérim achevées dans le trimestre varie de -0,2 % pour l'ensemble des secteurs. Sur un an, entre les deuxièmes trimestres 2003 et 2004, la durée moyenne progresse de 0,5 %.

Source : Dares, exploitation des fichiers Unédic des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

Pour comprendre ces résultats

La source

L'Unédic recense les missions d'intérim déclarées par les agences de travail temporaire. À partir de cette information mensuelle, la Dares élabore divers indicateurs mensuels, trimestriels et annuels. Les statistiques relatives au mois M sont basées sur les missions adressées par les établissements de travail temporaire avant la fin du mois M+2. Les séries des principaux indicateurs figurent sur le site du ministère (www.travail.gouv.fr).

Quelques définitions

Équivalents-emplois à temps plein sur le trimestre : rapport du volume de travail effectué par les intérimaires à celui effectué par une personne à temps plein. Sur l'année, 45 semaines de travail sont retenues pour le calcul de cet indicateur. On parle de « volume de travail temporaire » ou de « postes » par analogie aux équivalents-emplois à temps plein.

Contrats conclus au cours du trimestre : missions dont la date de début appartient au trimestre.

Intérimaires en fin de trimestre : nombre de personnes intérimaires, calculé en collaboration avec l'Insee, à partir du nombre d'intérimaires du recensement de la population que l'on fait évoluer comme la moyenne des contrats en cours les cinq derniers jours ouvrés du trimestre. Les intérimaires sont ventilés par secteur d'activité utilisateur alors que dans les estimations trimestrielles de l'emploi salarié réalisées par l'Insee et la Dares ils sont tous classés dans le secteur tertiaire [1].

Taux de recours : rapport des intérimaires à l'emploi salarié en fin de trimestre. L'emploi salarié retenu est l'estimation trimestrielle Dares-Insee-Unédic, hormis pour les secteurs de l'agriculture, l'administration, l'éducation et la santé et action sociale. Pour ces secteurs, les estimations d'emploi trimestrielles de l'Unédic sont retenues, sauf pour l'agriculture qui fait l'objet d'une évaluation particulière.

Les trois indicateurs peuvent évoluer de manière divergente selon la répartition des missions sur le trimestre. Celui des équivalents-emplois à temps plein est privilégié car il mesure un volume de travail en intérim. Les autres indicateurs complètent l'analyse en flux ou en stock en fin de trimestre.